



HAL
open science

Terre

Christophe Bonneuil

► **To cite this version:**

Christophe Bonneuil. Terre. Didier Fassin. La Société qui vient, Paris, Seuil, pp.37-54, 2022. hal-03528897

HAL Id: hal-03528897

<https://hal.science/hal-03528897>

Submitted on 17 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Terre

Christophe Bonneuil

in Didier Fassin (dir.), *La Société qui vient*, Paris Seuil, 2022, 37-54

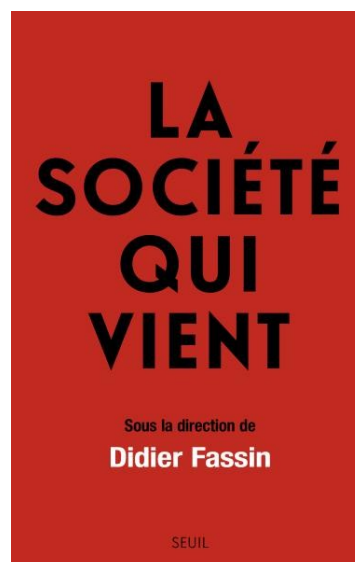


TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

Didier Fassin, Un moment critique

I - ENJEUX

1. Christophe Bonneuil, Terre
2. El Mouhoub Mouhoud, Mondialisation
3. François Héran, Migrations
4. Frédéric Keck, Pandémies
5. Nathalie Cettina, Terrorisme
6. Didier Fassin, Complotisme
7. Dominique Méda et Florence Jany-Catrice, Croissance
8. Robert Boyer, Financiarisation
9. Antonio Casilli, Plateformes numériques

II - POLITIQUES

10. Michael Foessel, Démocratie
11. Jean-Claude Monod, Autoritarisme
12. Annie Collovald, Populisme
13. Bruno Amable, Néolibéralisme
14. Mathieu Potte-Bonneville, Progressisme
15. Yves Sintomer, Représentation
16. Marie-Hélène Bacqué, Participation
17. Lilian Mathieu, Mobilisations
18. Céline Braconnier, Démobilisation
19. Dominique Bourg, Écologie
20. Justine Lacroix et J.-Y. Pranchère, Droits humains

III - MONDES

21. Claude Martin, Famille
22. Fabien Truong, Banlieues
23. Julian Misch, Campagnes
24. Michel Lallement, Travail
25. Nicolas Duvoux, Précarité
26. Jérémie Gauthier, Police
27. Mireille Delmas-Marty, Justice
28. Corinne Rostaing, Prison
29. Pierre-André Juven et Fanny Vincent, Hôpital
30. Christine Musselin, Université
31. Pierre-Michel Menger, Culture

IV - INÉGALITÉS

32. Bernard Lahire, Reproduction
33. Christelle Hamel, Discriminations
34. Lucas Chancel, Richesse
35. Agnès van Zanten, École
36. Thierry Lang, Santé
37. Jacqueline Laufer, Femmes
38. Cécile van de Velde, Jeunes
39. Anne-Claire Defossez et Didier Fassin, Exilés
40. Laurent Davezies, Territoires

V - RECONNAISSANCES

41. Cédric Hugrée et Étienne Penissat, Classes
42. Isabelle Clair, Genre
43. Sarah Mazouz, Race
44. Jérôme Courduriès, Sexualités
45. Juliette Rennes, Âge
46. Françoise Vergès, Décolonial
47. Valentine Zuber, Laïcité
48. Sophie Duchesne, Citoyenneté
49. Eva Illouz, Intimité
50. Pascale Molinier, Care
51. Corine Pelluchon, Non-humains

VI - EXPLORATIONS

52. Judith Rochfeld, Communs
53. Pascale Moulévrier, Économie solidaire
54. Isabelle Berrebi-Hoffman, Horizons productifs
55. Razmig Keucheyan, Consommations
56. Stéphanie Dechezelles, Occupations
57. Sandra Laugier, Désobéissance
58. Magali Bessone, Hospitalité

VII - LIBRE COURS

59. Roberto Esposito, Immunité commune
60. Lena Lavinas, Un continent à l'épreuve de la pandémie
61. Islah Jad, Les politiques du genre dans un mouvement islamiste
62. Axel Honneth, Brève histoire d'un concept capitaliste : le travail
63. Lea Ypi, Un dilemme pour les progressistes : l'immigration
64. Felwine Sarr, Être vivant : demeurer humain



Terre

Christophe Bonneuil

in Didier Fassin (dir.), *La Société qui vient*, Paris Seuil, 2022, 37-54.

Pour les scientifiques qui l'ont proposé autour de l'an 2000, l'Anthropocène est cette nouvelle époque de l'histoire de la Terre dans laquelle les activités humaines sont devenues force tellurique, à l'origine de dérèglements profonds, multiples, synergiques et difficilement prévisibles de la planète saisie dans son ensemble. L'Anthropocène n'a pas encore été validé dans l'échelle chronostratigraphique tenue à jour par la Commission Internationale de Stratigraphie : elle fait instruire la question par son « Groupe de travail sur l'Anthropocène » avant de statuer par un vote entre pairs qui devrait avoir lieu dans quelques années¹.

On peut résumer de la façon imagée suivante les travaux rassemblés par ce groupe. De mémoire de montagne, on n'avait jamais vu une espèce remuer ainsi ciel et terre et s'accaparer une si gigantesque part des fruits de la Terre sans en assurer les conditions de renouvellement : force géologique, les activités humaines charrient aujourd'hui plus de terre, de roche et de sédiments que les eaux et les vents réunis, et 90% de la photosynthèse continentale se fait dans des espaces gérés par les humains. De mémoire d'oiseau, on n'avait jamais vu 200 espèces disparaître par jour. L'effondrement de l'ensemble du tissu vivant n'a jamais été aussi rapide et massif depuis 65 millions d'années : le poids des humains et de leur bétail représente 97% du poids des vertébrés terrestres, ne laissant que 3% aux 20.000 autres vertébrés de la planète, oiseaux, reptiles, amphibiens ou mammifères. De mémoire d'hominidé, on n'avait jamais respiré autant de carbone dans l'atmosphère au cours des quatre derniers millions d'années. Diverses études récentes montrent que plusieurs points de basculement majeurs du système climatique sont dorénavant atteints, et notamment qu'une fonte de l'Ouest Antarctique et du Groenland est déjà déclenchée, qui provoquerait en 2 à 3 siècles une hausse de 4 m du niveau des mers, et ce même si les émissions étaient véritablement contrôlées pour ne pas dépasser +2° (par rapport à 1850)². Autre alerte : selon une recherche récente, l'axe de la Terre se déplace depuis quelques années 17 fois plus vite qu'à la fin du XXe siècle à cause du réchauffement climatique³... De tels travaux scientifiques qui révèlent combien la terre se dérobe, se dérègle, se soulève, il en tombe désormais chaque semaine.

Le concept d'Anthropocène est aujourd'hui devenu un point de ralliement pour penser cet âge dans lequel non seulement l'humanité – ou plus exactement le modèle de développement industriel et de croissance indéfinie qui s'est imposé à toute la planète – est devenue une force tellurique, mais aussi dans lequel la terre se meut souvent plus vite que les sociétés. Cet enchevêtrement des temporalités et cette inversion des cinétiques ébranle le paradigme de la modernité industrielle, qui séparait *ontologiquement* société et nature comme composées d'être dotés d'intériorités

1 Au terme de dix ans de travail, ce groupe a atteint un quasi-consensus avec 88 % de ses membres s'étant prononcés en 2019 pour accorder le statut de nouvelle époque à l'Anthropocène: <http://quaternary.stratigraphy.org/working-groups/anthropocene/>

2 N. Wunderling et al., « Interacting tipping elements increase risk of climate domino effects under global warming », *Earth Syst. Dynam.*, 12, 2021, 601-619.

3 Article paru en 2021 dans *Geophysical Research Letters*, synthétisé dans :

<https://www.theguardian.com/environment/2021/apr/23/climate-crisis-has-shifted-the-earths-axis-study-shows>

radicalement différentes⁴, qui distinguait *épistémologiquement* et institutionnellement les sciences de la nature et les sciences humaines et sociales comme deux territoires disjoints d'autorité et d'explication causale. Ce grand partage, comme l'a noté Dipesh Chakrabarty, dressait en troisième lieu une coupure *temporelle* entre les deux temporalités, incommensurables, de la Terre et des sociétés⁵. Une quatrième coupure liée à la précédente est un grand partage *cinétique*⁶ : une nature, immobile à l'échelle humaine est conçue comme cadre de l'histoire dynamique des sociétés et comme « ressource », mot qui prend son sens moderne et statique seulement au XIXe s. Or voilà qu'aujourd'hui l'immobile a changé de camp : nos milieux de vie changent parfois plus vite que nos croyances et institutions socio-économiques.

Cette réfutation par la Terre de ce quadruple grand partage constitue un défi pour les sciences humaines et sociales, comme pour toute pensée politique sur le monde qui vient ; elle est une invitation à penser non seulement les puissances d'agir de la Terre et de la matière, celles de la vie et des écosystèmes, mais aussi celles des activités humaines au sein d'une même grille de pensée intégratrice. Le nouveau contexte géo-bio-climatico-social nous appelle à rematérialiser les sciences humaines et sociales qui jusqu'ici – permettant des conquêtes émancipatrices contre les « naturalisations » qu'il ne s'agit pas de jeter avec l'eau du bain – avaient externalisé l'agir des êtres et processus de la Biogée, les confinant à une place illégitime (ou purement possibiliste), dans leurs descriptions des dynamiques des sociétés. Plus qu'une gémflexion convenue à plus d'interdisciplinarité entre sciences dites « dures » et dites « molles », il s'agit pour les sciences humaines et sociales de faire leur part en réintégrant les puissances d'agir autres qu'humaines et les flux de matière et d'énergie dans la grille conceptuelle de leur appréhension de l'histoire, des arrangements socio-politiques et économiques.

D'une part, il importe de penser les *existants et processus dits 'naturels' comme traversés de 'social'* (ce qui n'exclut pas l'altérité et l'autonomie relative d'êtres et de processus qu'on ne peut saisir que comme 'socialement construits') et ce par mille et une prises socio-techniques historiquement situées et constituées. La nature de l'Anthropocène est en effet largement une « seconde nature » secrétée par les grands réseaux du capitalisme, les systèmes techniques, les appareils militaires, etc. D'autre part, il convient de comprendre *les sociétés comme traversées de 'nature'* : les relations sociales et les normes culturelles sont structurées et durcies par des dispositifs qui organisent des métabolismes de matière et d'énergie, et régissent les usages sociaux de la nature. Ces écologies, ces métabolismes ainsi agencés, deviennent alors des instruments de gouvernement qui façonnent les sociétés : ils rendent possible, dur et « naturel » un certain ordre social, dépossèdent les uns de certaines subsistances et approvisionnent les autres, soutiennent des cultures matérielles, certains rapports sociaux et certaines visions du monde. Loin d'environner le social, ce qu'on appelait « nature » le traverse et le travaille : l'histoire des sociétés, des cultures et des régimes socio-politiques ne peut donc se désintéresser des flux d'êtres, de matière et d'énergie qui les trament.

L'Anthropocène est notre époque. Notre condition. Si sa caractérisation, sa dénomination et son commencement font débat, le constat que la Terre a changé d'état, de régime d'existence géologique, et est sortie des paramètres qui furent les siens au cours de l'Holocène⁷ est aujourd'hui largement étayé. C'est le signe de notre puissance, mais aussi de toutes ses limites, et de notre

4 Philippe Descola, *Par-delà nature et culture*, Paris, Gallimard, 2005

5 Dipesh Chakrabarty, « The climate of history : Four theses », *Critical Inquiry*, vol. 35, n° 2, 2009, 197-222.

6 Ce partage cinétique est pointé par Peter Sloterdijk dans *La mobilisation infinie* (Point Seuil, 2003) et historicisé dans C. Bonneuil, « Seeing Nature as a 'universal store of genes': How biological diversity became 'genetic resources', 1890-1940 », *Studies in History and Philosophy of Biological and Biomedical Sciences*, 75, 2019, 1-14.

vulnérabilité nouvelle puisque c'est l'habitabilité même de la Terre – et non plus tel ou tel problème d'« environnement » ou de « soutenabilité » – qu'on ne peut plus tenir pour garantie. Habiter la Terre de façon moins destructive et plus juste, tel est l'enjeu des sociétés qui viennent.

Une nouvelle condition terrestre

Les données rassemblées autour du concept d'Anthropocène nous font quitter le registre environnemental et écologique pour le registre géologique ou celui de changement d'état du « système terre ». Ce que nous vivons n'est pas une crise écologique et climatique mais un basculement géologique qui rend la Terre nettement moins habitable pour une grande partie des vivants. La Terre connaît aujourd'hui des conditions inconnues – et des vitesses de transformation inégalées – depuis des centaines de milliers d'années voire depuis des dizaines de millions d'années. La Terre et la vie en ont connu d'autres et ne vont pas s'arrêter de tourner de sitôt. Mais les habitant.e.s humain.e.s de la Terre sont au-devant de transformations et d'états de la planète inédits depuis l'apparition d'*Homo sapiens*, plaçant nos collectifs sociaux et politiques dans un devenir incertain, inaugurant une nouvelle condition humaine. Aucune des dimensions de la vie économique, culturelle, sociale et politique, jusqu'ici étudiées par les sciences humaines, les sciences économiques et les sciences sociales, n'est laissée indemne par cette nouvelle situation terrestre. On a ainsi vu un virus né de conditions typiques de l'Anthropocène (que l'origine en soit la déforestation, des manipulations de laboratoire, ou l'élevage industriel), et diffusé comme une traînée de poudre par les canaux de la mondialisation, faire s'effondrer un temps la croissance mondiale et favoriser un saut brusque vers de nouveaux dispositifs de gouvernement et surveillance des populations. Les rapports de Davos comme ceux du GIEC, des banques et cabinets de notation financière comme ceux du Pentagone, l'attestent : les dynamiques du capital, des États et des puissances, et celles des souffrances et des mobilisations populaires sont désormais encore plus étroitement branchées sur les dynamiques de la Terre. Le devenir humain ne peut se penser que dans un cadre d'analyse plus qu'humain.

Penser les bouleversements en cours en termes de menace indifférenciée sur l'humanité, occultant les inégales vulnérabilités, hormis les effets rhétoriques d'alerte, reste toutefois de peu d'intérêt pour la connaissance du monde à venir. Il est essentiel de saisir comment les transformations affectant les fonctionnements planétaires se déclinent en une multitude d'espaces et interagissent systématiquement avec les relations de domination, d'inégalité et de puissance au sein des groupes humains.

La forme que prend la compétition pour la puissance, ce qu'on appelle la géopolitique, est ainsi affectée par les changements en cours de la planète. En témoignent la course actuelle vers l'Arctique (réservoir immense de ressources et voie de plus en plus navigable faisant gagner du temps par rapport au passage par le canal de Suez et plaçant l'Atlantique à la porte de la Chine) comme les murs qui se dressent en Inde et ailleurs contre les réfugiés climatiques. En témoignent également la course au numérique, à l'espace et à l'intelligence artificielle comme atouts stratégiques que se livrent les puissances pour gouverner le chaos éco-social avec de nouveaux outils de contrôle, ou encore la perspective d'avoir à évacuer, totalement ou partiellement, dans le siècle à venir des métropoles côtières (Miami, New York, Hanoï, Shanghai, Shenzhen, Bangkok, Tokyo, Osaka...) totalisant près 300 millions d'habitants et encore bien plus d'habitants des deltas⁸.

7 L'Holocène est la précédente époque géologique de la Terre, correspondant aux 11.500 dernières années post-glaciaires.

Les limites du grand récit de l'Anthropocène

Au point où nous en sommes, est-il encore temps de nous demander comment nous en sommes arrivés là ? Tandis que les sciences se focalisent sur l'estimation des « impacts » et des seuils de dommage au système terre plutôt que les logiques sociales qui les produisent, certains des entrepreneurs de « solutions » et porteurs de « transition » les plus en vue rechignent à penser les asymétries sociales au nom d'une urgence écologique universelle, transcendant les divisions sociales. « Oublions les responsabilités passées, nous sommes désormais tous et toutes dans le même bateau » nous dit-on.

Mais à se priver, dans la réflexion sur les voies et réponses pour l'avenir, d'une compréhension causale des dynamiques qui ont conduit à l'Anthropocène, on sera réduit à se raconter par défaut une histoire appauvrie, celle de la genèse des dérèglements planétaires actuels comme le reflet d'un impact croissant de l'espèce humaine sur le globe, sorte de nouvel avatar de la vieille histoire universelle. Les scientifiques qui ont avancé la notion d'Anthropocène n'ont en effet pas simplement fourni des données fondamentales sur l'état de notre planète, ni simplement promu un point de vue systémique sur son avenir incertain. Ils en ont aussi proposé une histoire qui explique « comment en sommes-nous arrivés là ? » et prédétermine alors le type de futur envisageable. Ce grand récit de l'Anthropocène, qui domine dans les arènes scientifiques internationales, peut être schématisé ainsi : « Nous, l'espèce humaine, avons depuis deux siècles inconsciemment altéré le système Terre, jusqu'à le faire changer de trajectoire géologique. Puis vers la fin du XX^e siècle, une poignée de scientifiques nous ont fait prendre conscience du danger : ils ont pour mission de guider une humanité égarée, engagée sur la mauvaise pente⁹. » Ce récit naturalisant du passé, qui met en avant certains acteurs (« l'espèce humaine ») et certains processus (la démographie, l'innovation, la croissance...), pré-conditionne une vision de l'avenir et des « solutions », qui fait du pilotage du « système Terre » un nouvel objet de savoir et de pouvoir.

Mais qui est cet *anthropos* indifférencié ? Le grand récit officiel de l'Anthropocène orchestre le retour en fanfare de « l'espèce humaine », unifiée par la biologie et le carbone, et donc collectivement responsable de la crise, effaçant par là même, de manière très problématique, la grande variation des causes et des responsabilités entre les peuples, les classes et les genres. Certes la population humaine a grimpé d'un facteur dix depuis trois siècles, mais que signifie cette hausse globale impactant un « système Terre » lorsqu'on observe que dans le même temps le capital s'est multiplié par 134, qu'un Américain du Nord possède une empreinte écologique 32 fois supérieure à celle d'un Éthiopien, que la moitié la plus pauvre de l'humanité ne détient que 1 % des richesses mondiales, et que seulement 90 entités sont responsables de plus de 63% des émissions mondiales de gaz à effet de serre depuis 1751¹⁰.

Et peut-on croire que ce serait seulement depuis quelques décennies que nous « saurions » quels dérèglements nous imprimons à la planète ? L'amnésie sur les savoirs, les contestations et les

8 La cour d'appel de Bordeaux a en janvier 2021 annulé l'obligation de quitter le territoire français d'un Bangladais, en invoquant notamment les conditions climatiques du pays menaçant la santé du plaignant. C'est la première fois qu'une décision de justice invoque la réalité climatique dans un tel type de cas, ouvrant potentiellement la voie à une plus grande reconnaissance des déplacés climatiques.

9 Cette synthèse stylise les positions exprimées dans les articles scientifiques clé sur l'Anthropocène, dont W. Steffen et al., « The Anthropocene: conceptual and historical perspectives », *Philosophical Transactions of the Royal Society A*, vol. 369, n° 1938, 2011, 842–867.

10 Pour plus d'éléments, voir C. Bonneuil et J-B. Fressoz, *L'événement Anthropocène. La Terre l'histoire et nous*, Point Seuil, 2016.

alternatives à l'industrialisme ne sert-elle pas une vision politique particulière, qui dépolitise la situation actuelle, qui place les scientifiques et leurs sponsors comme guides suprêmes d'une humanité, troupeau passif et indifférencié ? Les enquêtes historiennes nous apprennent au contraire que les alertes scientifiques sur les dégradations environnementales globales et les contestations des dégâts de l'industrialisme ne datent pas d'aujourd'hui, ni même des décennies post-1945 : elles sont au moins aussi anciennes que le basculement dans le capitalisme industriel et l'âge des empires. Il existait ainsi autour de 1800 une théorie largement partagée d'un changement climatique global causé par la déforestation alors massive en Europe de l'Ouest¹¹. Certes ce type de théorie est à présent largement complété et corrigé par les savoirs d'aujourd'hui (de même que la science du climat du XXI^e siècle complétera celle du XX^e). Certes, les données scientifiques actuelles sont plus denses, massives, globales. Mais la réflexivité environnementale – c'est à dire la capacité des sociétés à faire sens de télé-connexions qui relient leur devenir aux équilibres des milieux (du sol à l'atmosphère et du local au planétaire) et aux puissances d'agir autre qu'humaines – a une histoire, longue de plusieurs siècles¹². Il est historiquement faux et politiquement trompeur de faire passer les sociétés du passés pour inconscientes des dégâts à grande échelle – environnementaux comme sanitaires et humains – du capitalisme industriel. Ceux-ci furent contestés par mille luttes, par mille alertes scientifiques, et par mille savoirs vernaculaires de nombreuses communautés rurales au Nord et au Sud qui perdaient alors les bienfaits des biens communs agricoles, halieutiques et forestiers appropriés, marchandisés, détruits ou pollués.

Si les savoirs sont toujours historiquement situés, une grammaire générale des formes de réflexivités environnementales comporte au moins les neuf registres principaux : 1) les *réflexivités des « choses environnantes »* (des « circumfusa », choses environnantes de la médecine antique, à notre récente catégorie d'« environnement ») comme interagissantes avec les corps et l'état de santé des sociétés ; 2) les *réflexivités climatiques* s'intéressant aux influences réciproques entre climats et sociétés ; 3) les *réflexivités de la diversité, vulnérabilité et interdépendance des vivants* (de l'économie de la nature du XVIII^e s. à l'écologie d'aujourd'hui) ; 4) les *réflexivités des cycles de matière* (d'Aristote à la biogéochimie en passant par Lavoisier et le « métabolisme » chez Marx) ; 5) les *réflexivités énergétiques* (lecture des dynamiques des sociétés en lien avec les questions d'énergie et d'entropie) ; 6) les réflexivités des ressources et de leurs limites (c'est dès la fin du XVIII^e siècle que s'élèvent des débats sur l'insuffisance des ressources en charbon, et les savoirs et politiques des ressources édaphiques, forestières ou halieutiques ont une histoire encore plus longue en différents points du globe) ; 7) les *réflexivités géographiques* (pensées et pratiques géographiques constituant la planète terre comme un tout et discutant son usage par les humains) ; 8) les *réflexivités géologiques* (sentiments et savoirs du temps long de la Terre et façons de composer le devenir et les temporalités des sociétés avec les dynamiques et temporalités de

11 Jean-Baptiste Fressoz et Fabien Locher, *Les révoltes du ciel*, Paris, Seuil, 2021.

12 Le concept de « réflexivité environnementale », a été proposé pour la première fois par Jean-Baptiste Fressoz en 2008. Dans *L'événement anthropocène* J-B. Fressoz et moi en avons caractérisé six registres ou grammaires (op. cit., 2016, pp. 170-197). Un travail récent a complété ces grammaires au nombre de neuf et plaidé pour une histoire de longue durée des réflexivités environnementales : cf. C. Bonneuil, « Der Historiker und der Planet. Planetaritätsregimes an der Schnittstelle von Welt-Ökologien, ökologischen Reflexivitäten und Geo-Mächten », in Frank Adloff et Sighard Neckel (dir.), *Gesellschaftstheorie im Anthropozän*, Frankfurt, Campus, 2020, pp. 55-92 (version française sur HAL). Le concept de « réflexivité environnementale » s'assume comme catégorie analytique, en dialogue avec les thèses des sociologues Ulrich Beck, Anthony Giddens et Scott Lash sur la « modernisation réflexive », et donc nécessairement anachronique. C'est justement par son caractère résolument analytique que ce terme est préférable à ceux utilisés jusqu'ici, tels que « conscience environnementale », « racines du mouvement environnemental moderne » ou « idées environnementales précoces », qui ont l'inconvénient de porter en eux une quête des « racines » ou « prémisses » de doctrines ou sensibilités d'aujourd'hui (démarche généalogique), plutôt que de saisir les réflexivités de chaque époque, en elles-mêmes et dans leur temps (démarche d'historicisation).

l'histoire de la terre) ; et enfin, les *réflexivités cosmiques* (façons d'inscrire des processus terrestres conditionnant l'habitabilité de la Terre et le devenir des sociétés dans des comparaisons ou des interdépendances avec d'autres corps et phénomènes célestes).

Tous ces registres de réflexivité environnementale planétaire sont « déjà » activés et riches d'alertes et de débats sur le bon usage de la planète terre au tournant des XIXe et XXe siècle, mais ils sont le plus souvent inscrits dans (ou neutralisés par) la bonne conscience d'une idéologie industrialiste et impériale prétendant mettre en valeur le globe plus efficacement et tout en prenant en compte un souci de « préservation » et de « conservation »¹³. Plutôt qu'un « on ne savait pas », nous devons donc penser l'entrée et l'enfoncement dans l'Anthropocène comme la victoire de certains savoirs sur certains autres, comme la fabrication active de certaines ignorances, désinhibitions ou inattentions par lesquelles des groupes ont pu à différentes périodes minoriser, contenir ou récupérer des alertes et des contestations quant aux dégâts du modèle de développement dont ils étaient porteurs.

Et plutôt qu'une vision du monde où la société, passive et ignorante, attend que les scientifiques et ingénieurs sauvent la planète (avec la géo-ingénierie, la numérisation du monde, les agro-carburants, la biologie de synthèse ou les drones-abeilles remplaçant la biodiversité naturelle, etc.), il convient de reconnaître que c'est dans l'ensemble du tissu social et des peuples, et à toutes les échelles, que se trouvent les savoirs et les réponses à notre situation planétaire.

En somme, ce grand récit de l'Anthropocène pose d'importants constats mais impose aussi un nouveau géosavoir/géopouvoir dont les nombreux points aveugles se révèlent propices au maintien, dans un discours d'urgence environnementale planétaire, de dominations (sexuelles, raciales et sociales) aux héritages anciens. Non problématisées en tant que telles, celles-ci sont autant d'obstacles à la perspective d'un bien vivre pluraliste et juste sur une Terre moins habitable.

Pluraliser les récits du grand dérèglement planétaire et des futurs possibles

On mesure combien le sublime de l'Anthropocène (méta-concept si gigantesque spatialement et temporellement, si empreint d'une culture de l'état d'urgence et du contrôle de la planète entière), et l'insuffisance de l'introspection sur les logiques sociales ayant généré notre sortie de l'Holocène, pourraient nourrir un environnementalisme planétaire qui serait

- néo-impérial, en laissant les puissants et leurs experts définir le bon état et le bon usage de la planète, les bonnes « solutions », en occultant les héritages colonialistes et racistes de certains courants de l'environnementalisme, et plus généralement, comme le souligne Dipesh Chakrabarty en passant sous silence « la répression et la violence [qui ont été] centrales dans la victoire de la modernité »¹⁴ ;
- néo-libéral et socialement oppressif, en occultant la réalité des échanges écologiquement inégaux des systèmes-monde successifs du capitalisme, en réprimant les écologies des pauvres, en utilisant la rapide transformation des milieux (fragilisant les savoirs et les existences populaires, paysannes et autochtones) pour accélérer la dépossession et assurer l'hégémonie d'un Unimonde marchand post-démocratique, promu en gestionnaire des équilibres planétaires (dispositifs de surveillance, géo-ingénierie, mise en marché des services écosystémiques et du carbone...) et des catastrophes à venir ;

13 Pour une synthèse des travaux des réflexivités planétaires autour de 1900, cf Bonneuil, « L'historien et la planète... », op. cit, 2020.

14 Dipesh Chakrabarty, *Provincializing Europe*, Princeton, Princeton University Press, 2009, p. 43.

- masculiniste et anthropocentrique (voire anthropo-hégémoniste), en identifiant notre futur à celui d'une guerre contre une nature dérégulée devenue une ennemie, en ne questionnant pas la puissance et en occultant les liens entre la genèse des dérèglements terrestres, la subordination des femmes et les captures, dénuées de reconnaissance et de soin, de toutes les formes de reproduction déployées par les vivants.

Il importe, dès lors, pour rouvrir le champ du politique, non seulement de mener le décryptage critique des récits dominants de nos dérèglements planétaires, mais aussi de « repeupler les imaginaires », comme l'écrit Isabelle Stengers, en multipliant les récits de notre nouvelle époque, ses origines et ses défis. Esquissons donc quatre méta-récits de ce qui nous arrive.

Vivrons-nous dans le « Bon Anthropocène » ? Le salut par la technologie

Un premier récit célèbre l'Anthropocène comme l'annonce (ou la confirmation) de la mort de la nature comme externalité au social. Ce récit est intéressant en ce qu'il questionne le dualisme nature / culture fondateurs de la modernité occidentale et qu'il critique certaines idéologies de « protection de la nature » qui excluaient de fait les populations d'une nature supposée « vierge ». Il ouvre aussi le chantier philosophique d'une nouvelle pensée de la liberté qui ne soit pas l'illusion trompeuse d'un arrachement à tout déterminisme naturel ou d'une domination de la nature. Une pensée de la liberté qui assume ce qui nous attache et nous relie à notre Terre et qui réconcilie l'infini de nos âmes à la finitude de la planète.

Par contre en célébrant l'ingénierie généralisée d'une techno-nature, les tenants de cette vision post-environnementaliste (de certains sociologues et philosophe post-modernes à certains idéologues du think-tank états-unien du *Breakthrough Institute* en passant par certains écologues post-nature¹⁵) nous rejouent le grand récit du progrès sous la forme d'un nouveau « pilotage planétaire ». « Avant on a fait de la géo-ingénierie sans le savoir, mal », nous disent-ils en substance ; « mais maintenant on va gérer la planète avec toute notre technoscience » et forger un « bon Anthropocène ». Ils nous promettent de réparer le monstre de Frankenstein et de développer un outil soigneux qui permettra à l'humanité d'accomplir plus avant son destin de pilote de la planète¹⁶.

Prolongeant le techno-optimiste du premier grand récit, le post-environnementalisme, s'éloigne de son naturalisme par un constructivisme radical. Il conçoit la nature mais aussi l'espèce humaine comme un construit socio-technico-économique, ouvrant la porte au trans-humanisme. Cette vision prométhéenne et manipulatrice alimente le projet d'un néo-capitalisme prolongeant l'ère néolibérale (gouvernement économique financiarisé du monde, « croissance verte », privatisation-marchandisation des « services écosystémiques ») par un surcroît de disruption technologique monopoliste (smart everything, conquête spatiale, systèmes socio-écologiques pilotés comme des dispositifs cybernétiques, transhumanisme). Il ne s'agit rien moins que de faire du système Terre tout entier, sociétés comprises, un sous-système du système financier.

15 Virginie Maris, *La part sauvage du monde*, Paris, Seuil, 2018.

16 Cf le site: www.thebreakthrough.org/

Vivrons-nous dans la post-apocalypse ? Limites, effondrements et renaissances

Une deuxième lecture de l'Anthropocène insiste sur l'intangibilité des limites de la planète, et note que plusieurs seuils de basculement, ou effondrement, ont déjà été outrepassés. La promotion comme la critique de ce « catastrophisme » sont devenues deux modes de réflexion symétriques qui alimentent un bruit médiatique stérile. Plutôt que de savoir si le pire est certain ou non, je préfère pointer ici quelques assises épistémiques du concept écologique d'effondrement, qui me semblent intéressantes en termes d'ouverture des imaginaires. La pensée de l'effondrement, comme celle de la permaculture, trouve son principal point d'origine dans les travaux de l'écologue canadien Crawford S. Holling. Celui-ci observe des effondrements de populations là où le modèle du « rendement soutenu maximal », né dans les années 1950 et socle de la pensée du développement durable, prétendait « gérer » un état stationnaire des milieux en plaçant au bon endroit le curseur entre prélèvement et reproduction. Dans un article majeur de 1973, Holling critique les limites d'une telle vision mécaniste et linéaire des écosystèmes, imaginant l'existence d'un régime stationnaire durable (comme on pensait alors la stabilité d'une production à la chaîne en usine). Il montre que le régime prétendument stationnaire ainsi installé génère des effondrements brutaux de certains écosystèmes telles les ressources halieutiques. Pour lui, « le monde n'est pas bien compris si l'on se focalise sur l'équilibre ou les conditions proches de l'équilibre [...]. Les efforts pour obtenir un rendement soutenu maximal d'une population de poissons [...] peuvent paradoxalement accroître les chances d'un effondrement¹⁷ ». Si l'on peut à juste titre critiquer l'idéologie contemporaine de la résilience tout comme le type de rapport entre sciences, environnement et société que renforcent les publications entourant la notion de « limites planétaires » apparue en 2009¹⁸, il reste que leur appréhension non linéaire de l'évolution des systèmes complexes¹⁹ a participé à mettre en défaut le *régime d'historicité progressiste* forgé par la modernité industrielle du XIXe siècle²⁰ : l'histoire n'est plus nécessairement celle d'un progrès, d'une croissance indéfinie ou d'un destin innovateur. Elle est discontinue et « désorientée », selon l'image de Jean-Baptiste Fressoz, ce qui ouvre une palette plus riche de possibles. Elle pourrait bien aussi comporter des *points de bascule* et des *effondrements*, à anticiper collectivement dans des mouvements préparant un avenir plus sobre et désirable. D'où la popularisation de la notion de résilience depuis les années 2000 par le mouvement des villes en transition. Cette vision, notamment popularisée en France sous l'appellation de « collapsologie », informe désormais des courants fort divers : de l'OTAN aux activistes d'Extinction Rebellion, des « survivalistes » armés aux « alternatifs » soucieux de transformer leur quotidien et au mouvement de la décroissance. Tandis que certains s'arment jusqu'aux dents, ces derniers renouvellent l'exigence démocratique et égalitaire en refusant de différer la question du partage des richesses par la promesse insoutenable d'une croissance sans fin. S'il reprend les constats scientifiques des dérèglements écologiques globaux, ce méta-récit des limites et des effondrements ne partage pas la foi en des « solutions » techno-scientifiques du récit précédent pour « sauver la planète ». Il insiste au contraire, pour éviter un futur barbare, sur la nécessité de changements menant à la sobriété des modes de production et de consommation : c'est donc d'initiatives alternatives, de savoirs et de changements dans tous les secteurs de la société, et non pas uniquement par en haut (techno-science, green business, instruments mondiaux), que

17 C. S. Holling, « Resilience and stability of ecological systems », *Annual Review of Ecology and Systematics*, 4, 1973, 1-23, p. 2. Pour une critique des usages, ultérieurs et idéologiques de la résilience, cf. Barbara Stiegler, « *Il faut s'adapter* ». *Sur un nouvel impératif politique*. Gallimard, 2019.

18 Pour une présentation accessible, voir: https://fr.wikipedia.org/wiki/Limites_planetaires

19 A. Barnosky et al., « Approaching a state shift in Earth's biosphere », *Nature*, vol. 486, 7 juin 2012, 52-58.

20 François Hartog, *Régimes d'historicité, Présentisme et Expériences du temps*, Paris, Le Seuil, 2003 ; Marcel Gauchet, *L'Avènement de la démocratie, I : La révolution moderne*, Paris, Folio, 2013, 163-198.

dépend l'avenir commun. Ce qui n'exclut pas la planification démocratique, à différentes échelles y compris celles de biorégions, d'une décroissance assumée, juste et joyeuse, de l'empreinte écologique²¹.

Vivons-nous dans l'après capitalisme ? Le capitalocène et ses issues

Un troisième récit de l'Anthropocène permet d'écologiser l'histoire et la compréhension même du capitalisme qu'avait proposé le marxisme, tout en replaçant les logiques sociales au cœur de la compréhension de l'Anthropocène. Avec la notion de « système-monde », Immanuel Wallerstein avait historicisé différentes phases de l'histoire du capitalisme depuis le XVe siècle. Jason Moore est venu ajouter l'idée d'une co-évolution des états de la planète et des phases du capitalisme. Depuis au moins 1492, un ensemble de rapports sociaux soutiennent des dispositifs socio-techniques qui organisent des métabolismes donnés et altèrent le fonctionnement du système Terre : à chaque période de l'économie-monde (Braudel) ou du système-monde (Wallerstein) correspond alors une « écologie-monde ». Et, réciproquement, ces métabolismes ainsi agencés soutiennent et durcissent une hiérarchie entre territoires dans le système-monde, une certaine distribution des styles de vie et certaines visions dominantes du monde.

Ainsi l'atmosphère terrestre d'après la conquête européenne de l'Amérique (avec une teneur en CO₂ de 272 ppm en 1610) n'est pas la même que celle de 1492 (279 ppm de CO₂). Si cette baisse n'a eu qu'un effet négligeable sur l'aggravation du refroidissement du climat (petit âge glaciaire) au XVIIe s., elle n'en manifeste pas moins une modification humaine de l'atmosphère : par suite de la conquête (guerres, maladies infectieuses apportées par les européens, travail forcé) la population amérindienne s'effondre de près de 55 millions de personnes en 1492 à seulement 6 millions en 1650, et c'est la déprise agricole et la reforestation (de plus de 50 millions d'hectares) qui s'en suivirent, qui, en capturant du CO₂, ont fait chuter la concentration de l'atmosphère en carbone²². La réunification après 1492 des flores et faunes de l'ancien et du nouveau monde aura aussi bouleversé la carte agricole, botanique et zoologique du globe et mêlé à nouveau, dans une mondialisation biologique, des formes de vie qui avaient été séparées pendant 200 millions d'années avec la dislocation de la Pangée et l'ouverture de l'océan Atlantique.

De même l'atmosphère du XIXe siècle, âge de la vapeur, n'est pas celle du XVIIIe s. C'est en 1809, sous l'effet des émissions causées par l'usage croissant du charbon, que la concentration de CO₂ transperce le plafond des niveaux Holocéniques (284 ppm), puis croît continûment pour atteindre 296 ppm en 1900 (et 413 ppm aujourd'hui). Les fonctionnements terrestres ont ainsi une histoire enchevêtrée avec l'histoire humaine depuis au moins un demi-millénaire²³.

La lecture éco-marxiste met l'accent sur les logiques sociales à la racine des « impacts environnementaux de l'humanité ». Contrairement au déterminisme technologique, elle observe que l'adoption des machines à vapeurs n'avait rien d'évident ni de nécessaire. Au début du XIXe siècle, il n'existe que 550 machines à vapeurs contre 500.000 moulins à eau en Europe et le charbon est plus cher que l'énergie hydraulique. Comme l'a montré Andreas Malm, ce n'est que lors de la récession de 1825-1848, couplée à l'apparition du métier à tisser automatisé comme réponse patronale aux « indisciplines » et aux revendications ouvrières, ainsi que dans une logique de concentration de la main d'œuvre, que la machine à vapeur fut adoptée dans l'industrie textile.

21 Luc Semal, *Militer à l'ombre des catastrophes*, Paris, PUF, 2019.

22 Simon L. Lewis et Mark A. Maslin, « Defining the Anthropocene », *Nature*, 519, 2015, p. 171-180

23 On laissera ici de côté des co-évolutions plus longues, plus lentes et plus ténues du paléolithique et du néolithique.

Plutôt que le produit abstrait et indifférencié d'une « entreprise humaine », l'Anthropocène résulte de choix technico-économiques faits par certains groupes sociaux, en vue d'exercer un pouvoir sur d'autres²⁴. En ce sens, l'appellation « Anthropocène », impliquant toute l'humanité, est battue en brèche par une histoire qui différencie les rôles joués par les groupes humains, ce qui a conduit à proposer le terme de « Capitalocène ».

Dans ces approches, le concept d' « échange écologiquement inégal » est également venu complexifier l'échange inégal jusqu'ici mesuré en heures de travail²⁵. Dans *Une grande divergence*, Kenneth Pomeranz explore pourquoi l'Angleterre, et non la région chinoise du delta du Yangzi, a pris la voie de l'industrialisation et l'hégémonie mondiale. Les deux sociétés qu'il compare montraient un niveau de développement économique et technologique équivalent vers 1750 et des pressions analogues sur leur ressources. Une double situation favorable explique la voie anglaise : la proximité de gisements de charbon utilisables et la situation de l'Europe au carrefour géographique de l'Amérique, de l'Afrique et de l'Asie, situation qui avait permis une accumulation primitive aux XVIe et XVIIe siècle et apporté à l'Angleterre des ressources cruciales à son développement industriel : de la main d'œuvre esclavisée cultivant le coton (évitant ainsi des millions d'hectares de prairies pour des moutons pourvoyeurs de laine), du sucre (4% de l'apport énergétique alimentaire en Angleterre dès 1800), du bois, puis du guano, du blé et de la viande. Ainsi en 1830, les importations de sucre (antillais), de coton (américain), de bois (Amérique et mer Baltique) permettent à l'Angleterre, maîtresse des mers, de capturer à son profit la fécondité de plus de 10 millions d'hectares, soit l'équivalent de la surface agricole utile anglaise²⁶. Ce sont cette manne du charbon (en 1825, la Grande-Bretagne est responsable de 80% des émissions mondiales de CO₂) et cet échange écologiquement inégal de biomasse, qui permettent l'entrée de la Grande-Bretagne dans l'ère industrielle, puis lui donnent les moyens d'entraîner, par le jeu notamment des guerres napoléoniennes et des victoires de ses canonnières à vapeur, l'ensemble du globe vers une économie fossile et une mondialisation des productions des sols.

L'entrée des pays de l'OCDE dans l'ère consumériste après 1945 a elle-aussi reposé sur un échange inégal, tant en heures de travail qu'écologiquement, avec un drainage de l'énergie concentrée (pétrole) et de matières premières du tiers-monde à bas prix et une externalisation dans l'atmosphère de gaz à effet de serre²⁷. De même le modèle néo-libéral depuis les années 1980 n'a pu s'établir sans trop abaisser le niveau de vie des populations du Nord qu'en accroissant l'endettement, mais aussi par la mise en place d'une *cheap food* dont la production dégrade les milieux (sucre de maïs subventionné dans les sodas outre Atlantique, industrialisation de l'élevage et pesticides en Europe, déforestations au profit de monocultures au Sud), ainsi que d'une délocalisation des industries coûteuses en travail (textile, auto) ou en énergie (sidérurgie) ou particulièrement polluantes (chimie, sidérurgie, matières premières des industries électriques et électroniques) vers les périphéries - autant de dynamiques qui ont externalisé les dégâts environnementaux (toxiques, polluants locaux, gaz à effet de serre) et transformé l'état biologique, biogéochimique et climatique de la planète²⁸. La fameuse « dématérialisation » promise par la

24 Andreas Malm, *Fossil Capital*. Verso Books, 2015.

25 Alf Hornborg, *Global ecology and unequal exchange*, London, Routledge, 2013.

26 Kenneth Pomeranz, *Une grande divergence. La Chine, l'Europe et la construction de l'économie mondiale*, Paris, Albin Michel, 2010.

27 Cf. Fressoz et Bonneuil, 2016, op. cit., p. 272-273.

28 Jason W. Moore, Raj Patel, *Comment notre monde est devenu cheap*. Flammarion, 2018.

numérisation n'a tout simplement pas eu lieu, comme le montre l'accélération vertigineuse depuis 2000 des extractions et flux globaux de matières²⁹.

Le constat de la centralité dans les dynamiques du capitalisme des déplacements des fronts d'extraction et d'externalisation des dégâts écologiques et climatiques a conduit plus profondément à réviser la conception d'accumulation primitive de Marx, pour noter la récurrence d'une accumulation par dépossession (Rosa Luxemburg, David Harvey). Pour Moore, l'*appropriation* d'un travail gratuit, et non reconnu comme tel, des vivants (notamment du travail reproductif des forêts fixant le carbone comme celui des femmes) caractérise désormais au moins autant le capitalisme que l'*exploitation* du travail salarié. Si un même tort, la mise au travail hétéronome capturant de la valeur, est causé aux humains comme aux non-humains par la logique du capital, se pose alors la question de la façon dont les luttes d'émancipation humaines (dont le modèle n'est plus simplement en Occident³⁰) peuvent porter attention aux récalcitrances des êtres autres qu'humains et s'articuler avec elles³¹. Cette perspective ouvre sur la possibilité d'alliances, la constitution de nouveaux blocs hégémoniques multispécifiques assurant l'usage soutenable des milieux, voire d'un communisme interspécifique³².

Vivrons-nous dans l'après patriarcat ? Un récit écoféministe

Enfin, un quatrième récit vient ré-inscrire les dominations de genre au cœur de la dynamique causale ayant généré notre sortie de l'Holocène. La pensée écoféministe se caractérise par « l'affirmation d'un lien historique entre la disqualification violente des dimensions féminines de l'existence et la destruction de la nature » autant que par « l'invitation à la ré-appropriation de cette dimension féminine et de nos liens avec le monde vivant » et au « renouvellement du monde, par nos pratiques de soin, de réparation, de fabulation, de vie et de mort³³ ». Elle offre donc aussi bien une lecture du 'comment nous en sommes arrivés là', que des réponses, privilégiant le « care » sur les « solutions » technologiques ou marchandes, et des esquisses de futurs souhaitables, s'appuyant sur un riche corpus de travaux. Au plan scientifique, un apport de la primatologie et de l'anthropologie structuraliste depuis les années 1970 aura été de montrer que la domination masculine n'est qu'une des formes possibles d'agencement des collectifs, et qu'elle est rarement la meilleure pour réguler les conflits³⁴. Au plan historique, les travaux notamment de Carolyn

29 F. Krausmann et al., « From resource extraction to outflows of wastes and emissions: The socioeconomic metabolism of the global economy, 1900–2015 », *Global Environmental Change*, 52, 2018, 131-140.

30 Jérôme Baschet, *Défaire la tyrannie du présent. Temporalités émergentes et futurs inédits*, Paris, La Découverte, 2018.

31 Des êtres non-humains relevant de ce qu'Anna Tsing nomme « troisième nature », peuvent en effet saboter ou subvertir la « seconde nature » mise en ordre par le capitalisme industriel et dont la plantation est paradigmatique. Cf. Anna L. Tsing, *Le Champignon de la fin du monde : sur la possibilité de vivre dans les ruines du capitalisme*, Paris, La Découverte, 2017.

32 Sur les alliances politiques terrestres plus qu'humaines en réponse à la mise au travail hétéronome, voir les importantes élaborations de Léna Balaud et Antoine Chopot, *Nous ne sommes pas seuls. Politique des soulèvements terrestres*, Seuil, 2021. La notion Gramscienne de « bloc hégémonique », à propos d'une coalition interspécifique déterminant un usage majoritaire post-productiviste d'un territoire a été proposée par Baptiste Morizot, « Nouvelles alliances avec la terre. Une cohabitation diplomatique avec le vivant », *Tracés. Revue de sciences humaines*, 33/2017, 73-96.

33 Émilie Hache, « Né·es de la Terre. Un nouveau mythe pour les terrestres », 2020, <https://www.terrestres.org/2020/09/30/nee-de-la-terre-un-nouveau-mythe-les-terrestres/>; voir aussi É. Hache (dir.), *Reclaim. Anthologie de textes écoféministes*, Éd. Cambourakis, 2016.

34 Françoise Héritier, *Masculin-Féminin II. Dissoudre la hiérarchie*, Paris, Odile Jacob, 2002 ; Donna Haraway, *Primate Visions*, Routledge, 1989

Merchant et Silvia Federici ont mis en lumière les liens entre affirmation du capitalisme, naissance de la science moderne, domination du genre et répression de type de savoirs souvent portés par les femmes³⁵. Françoise d'Eaubonne a affirmé le lien entre domination masculine sur le corps féminin et croissance démographique tendant à outrepasser les limites de la planète³⁶. La philosophe Val Plumwood a théorisé sous la notion de « dualisme du maître » la façon dont le partage société / nature a institué une domination indissociablement spéciste et masculiniste³⁷. La fiction a également toute sa place dans ces réflexions, et des penseuses féministes comme Donna Haraway ou Émilie Hache aiment à brouiller les cartes entre écriture universitaire et écriture littéraire pour ouvrir des perspectives stimulantes et incarnées, à l'opposé du standard d'objectivité aperspective des sciences du système terre³⁸. La lecture écoféministe porte également une critique du marxisme encore incomplètement écologisé que lui semble être l'écosocialisme actuel : celui-ci « ne peut pas simplement plaider en faveur d'une modernisation écologique planifiée de manière centralisée (plutôt qu'orientée vers le marché) » mais « doit mettre la reproduction au centre de l'économie politique, en la libérant de sa position subordonnée et instrumentale vis-à-vis de la production (...) et envisager une révolution écologique basée sur une réduction drastique du métabolisme social mondial »³⁹.

Conclusion

Si l'avènement de l'Anthropocène ne rend caducs ni l'exigence d'émancipation et d'égalité intra-humaine ni la fonction critique des sciences humaines et sociales, force est de constater que le « social » a changé de visage et de composition – tant comme collectif inassignable à la domination et à la mise au travail hétéronome que comme coalition de puissances d'agir susceptibles de maintenir la Terre habitable. La « société qui vient », à nous d'y être sensibles, sera un collectif politique plus large que celui des seuls humains.

Références

- Balaud, Léna et Antoine Chopot, *Nous ne sommes pas seuls. Politique des soulèvements terrestres*, Seuil, 2021
- Barca, Stefania, « Les forces de reproduction. L'écoféminisme socialiste et la crise écologique mondiale », *EcoRev'*, 2020/2, n° 49, 126-138
- Bonneuil, Christophe et Jean-Baptiste Fressoz, *L'événement Anthropocène. La Terre l'histoire et nous*, Point Seuil, 2016.
- Bonneuil, C. « Der Historiker und der Planet », in Frank Adloff et Sighard Neckel (dir.), *Gesellschaftstheorie im Anthropozän*, Frankfurt, Campus, 2020, pp. 55-92 (version française, « L'historien.ne et la planète... » : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03107193>)
- Chakrabarty, Dipesh, *The Climate of History in a Planetary Age*, Chicago Univ. Press, 2021.
- Crutzen, Paul J., « Geology of mankind », *Nature*, **415**, 3 janv. 2002, p. 23

35 Carolyn Merchant, *The Death of Nature : Women, ecology, and the scientific revolution*, Londres, Wildwood House, 1980 ; Silvia Federici, *Caliban et la sorcière*, Entremonde, 2017.

36 Françoise d'Eaubonne, *Le Féminisme ou la Mort*, Paris, Femmes en mouvement-P. Horay, 1974.

37 Val Plumwood, *Feminism and the Mastery of Nature*, Londres, Routledge, 1993

38 Lorraine Daston, « Objectivity and the Escape from Perspective », *Social Studies of Science*, 22, 1992, 597-618 ; Donna J. Haraway, *Staying with the Trouble: Making Kin in the Chthulucene*. Duke University Press, 2016.

39 Stefania Barca, *Forces of reproduction*, Cambridge Univ. Press, 2020. Cette analyse qui rejoint les choix de vie d'un « féminisme vernaculaire » caractérisé par Geneviève Pruvost, « Penser l'écoféminisme: Féminisme de la subsistance et écoféminisme vernaculaire », *Travail, genre et sociétés*, 2(2), 2019, 29-47.

Moore, Jason, *Le capitalisme dans la toile de la vie : écologie et accumulation du capital*, Ed. De l'Asymétrie, 2020.

Tsing, Anna L., *Le Champignon de la fin du monde : sur la possibilité de vivre dans les ruines du capitalisme*, Paris, La Découverte, 2017